

Dominique Foisy-Geoffroy. *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*. Sillery, Septentrion, 2004. 174 p.

Pascale Ryan

Volume 7, numéro 1, automne 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024229ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024229ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ryan, P. (2006). Compte rendu de [Dominique Foisy-Geoffroy. *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*. Sillery, Septentrion, 2004. 174 p.] *Mens*, 7(1), 150–156.
<https://doi.org/10.7202/1024229ar>

vice versa. Or, c'est précisément là un des grands mérites de cet ouvrage que d'avoir ainsi franchi les frontières linguistiques, à l'intérieur desquelles se cantonnent trop souvent les chercheurs, pour nous offrir une synthèse qui tient compte non seulement de l'histoire de l'imprimé en langues française et anglaise, mais aussi en langues autochtones, allemande et gaélique.

En terminant, il convient de féliciter les responsables de ce projet et de les encourager à le mener à bonne fin, même si le travail qu'il leur reste à accomplir est considérable. A la lumière de ce premier volume, nous pensons qu'ils sont en mesure de relever le défi.

Jacques Cotnam
Département d'études françaises
Université York

Dominique Foisy-Geoffroy. *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres.* Sillery, Septentrion, 2004. 174 p.

Intellectuel à la trajectoire atypique — il ne sort pas des collèges classiques, mais bien d'une école commerciale — Esdras Minville a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une pensée nationaliste traditionaliste qui a eu cours jusqu'à la Révolution tranquille. Pourtant, jusqu'à récemment, les historiens ont porté peu d'attention à ce penseur fortement marqué par son expérience gaspésienne. Son œuvre est restée somme toute peu ou mal connue, sans doute à cause de son caractère fragmenté. Principal disciple de Minville, l'économiste François-Albert Angers s'était livré à un premier

travail colossal en réunissant chez Fides ses œuvres complètes. Et l'on trouve certes quelques tentatives d'analyse dispersées et peu probantes, avant les articles fort éclairants que lui a consacrés Pierre Trépanier. Mais le livre de Dominique Foisy-Geoffroy représente la première véritable synthèse de l'œuvre de Minville. Il était plus que temps.

L'auteur a restreint son étude aux années 1923-1939, qui correspondent à la période de gestation du programme de réformes élaboré par Minville, avant l'implantation d'un modèle économique keynésien au Canada, qui marque l'entrée en scène d'une nouvelle génération de penseurs et de décideurs économiques et l'échec du modèle minvillien. Le corpus a été établi de façon à rendre compte à la fois des intérêts dominants de Minville et de sa méthodologie propre. L'ouvrage, où Foisy-Geoffroy repasse un à un les concepts de Minville, est divisé en deux grandes sections. Intitulée « Le problème canadien-français », la première traite des fondements théoriques de la pensée de Minville et de son analyse de la situation du Canada français et du Québec, plus particulièrement sur le plan économique. La seconde, « Un projet de renouveau économique, social et national », analyse en cinq chapitres le grand programme de réformes de Minville, qui montre son souci constant d'éprouver sa pensée au contact du réel. Si cette structure se révèle un peu lourde, provoquant répétitions et recoupements entre les deux sections, elle permet néanmoins d'assurer une certaine cohérence dans l'ensemble de l'œuvre dispersée de Minville.

Dans cette version remaniée d'un mémoire de maîtrise, la plume est belle et la lecture, agréable et instructive. Dominique Foisy-Geoffroy cherche à y « lever le voile sur les données fondamentales, les principes, les valeurs, l'inspiration doctrinale donnant un sens à une œuvre » (p. 19). De ce point de vue, son livre est une réussite. Minville est ici replacé avec

beaucoup d'empathie dans le contexte intellectuel, social, économique et politique dans lequel il construit une œuvre qui se raffine au fil du temps.

Diplômé de l'École des HÉC en 1922, Minville y devient professeur à temps partiel en 1924, puis professeur à temps plein en 1927. En 1925, avec quelques collègues, il fonde *L'Actualité économique*, sa revue-laboratoire. Observateur attentif et lucide de la situation du Canada français, il prend rapidement conscience de l'infériorité économique des Canadiens français et de la domination de leur vie économique par la grande entreprise américaine. Il développe au fil du temps une analyse causale des contraintes de structures économiques, sociales et politiques sur le milieu canadien-français. Parmi ces causes structurelles aux conséquences économiques profondes, l'une des principales se révèle la Conquête, dont il livre une première analyse dans son *Histoire économique du Canada*. Sa connaissance historique poussée, développée dans le contexte de son enseignement à l'École des HÉC, joue ici un rôle de premier plan.

Minville affirme dès 1933 la vocation industrielle de la province mais souligne qu'elle a mené à une centralisation du développement de la province autour des centres industriels au détriment des régions. Il lui apparaît urgent de stopper et de renverser le mouvement de concentration industrielle, d'enrayer une urbanisation jugée excessive et de procéder à une décentralisation sociale et étatique par le corporatisme social — loin du corporatisme médiéval et politique —, notamment. Le développement régional, axé sur la modernisation de l'agriculture, la colonisation du territoire et la coordination de l'exploitation des ressources, l'établissement de petites et moyennes entreprises et l'esprit coopératif est au centre de son programme de réformes. Minville mettra d'ailleurs en pratique son plan de réforme dans une nouvelle colonie gaspésienne,

Grande-Vallée, à la fin des années 1930. Il y expérimente une colonisation adaptée aux contraintes du milieu, une exploitation coordonnée des ressources, l'arrimage de l'industrie forestière au reste de la vie économique de la région et la création d'un syndicat coopératif, la Société agricole-forestière de Grande-Vallée (1938), qui sera active jusque dans les années 1950.

Dès la publication de son article-phare, « Agir pour vivre ! », en 1927, Minville, opposé à un développement économique soumis aux aléas des seules forces du marché, se fait le promoteur d'une planification sans dirigisme de l'économie canadienne-française. L'économiste préconise tôt l'inventaire des ressources du territoire québécois, un inventaire dont l'absence se fait cruellement sentir dans l'élaboration des politiques économiques du gouvernement québécois. C'est dans ce sens que, dans les années 1940, il lance les grands travaux à l'École des HÉC, avec la collection « Notre milieu ». « Il n'y a pas de théorie qui vaille si elle ne conduit pas à l'action », soutient Minville en 1936 (p. 79), lui qui se donne lui-même pour tâche d'appliquer l'enseignement de la science économique. Durant quelque temps, il a l'oreille du gouvernement Duplessis et il contribue à mettre sur pied l'Office de recherches économiques et l'Office de recherches scientifiques. Il prône la mise en place d'un Conseil économique chargé de la planification de l'économie et de l'exécution du plan de réformes. Il refuse un poste de sous-ministre au ministère du Commerce et de l'Industrie pour préserver sa liberté intellectuelle. Entre 1953 et 1956, il participe activement à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay), dont il rédige de grands pans du rapport.

Parallèlement à sa carrière à l'École des HÉC, Minville développe une pensée sociale qui sera très importante dans

l'élaboration de son œuvre, qui s'inscrit dans le grand courant de la pensée catholique sociale — il se réclame ouvertement de *Quadragesimo Anno* à partir de 1931 — et de la sociologie leplaysienne. Il s'inspire également de l'œuvre des grandes figures de la droite française, dont Charles Maurras, Henri Massis et Gonzague de Reynold. Il professe un personnalisme tiré de l'humanisme chrétien, qui englobe tous les aspects de la vie humaine et ordonne l'ensemble à la fin spirituelle de l'homme. Pour ce penseur social catholique, la vie collective est constituée des aspects hiérarchiques et interdépendants que sont le religieux, le moral, le politique, le social et l'économique. En aborder un aspect sans souligner ses relations avec les autres composantes, c'est présenter une image faussée et tronquée de la réalité. L'industrialisation, par exemple, est un phénomène économique à immense portée sociale et politique, qui conditionne également la quête du salut des hommes.

La conception nationaliste du monde de Minville constitue un autre axe important autour duquel il construit son œuvre. Pour ce disciple de Groulx, les Canadiens français constituent une nation française et catholique, particularisée par le milieu et l'histoire, notamment par la Conquête qui l'a soumise à des institutions étrangères à son esprit et à son contrôle. Le Québec représente le foyer de cette nation et l'État québécois doit donc lui servir de bras politique. Ici encore, le concept d'interdépendance joue un rôle de premier plan dans la pensée de Minville, pour qui l'économique exerce une influence sur le devenir de la nation. Une politique inspirée du nationalisme économique devra donc contribuer au développement culturel national et s'inspirer de cette culture nationale.

C'est dans le corporatisme social que devait prendre place le programme de réformes de Minville — certes plus complexe que le bref tableau esquissé ici —, un projet qui ne

s'est jamais véritablement incarné au Canada français et qui n'a pas connu d'engouement en dehors du cercle des catholiques sociaux et des traditionalistes. Foisy-Geoffroy note d'ailleurs lui-même que « le lecteur de [l']œuvre [de Minville] reste souvent avec l'impression que le corporatisme, en tout cas tel qu'il le conçoit, est aussi ambitieux et grand de promesses que nébuleux, et tout particulièrement en ce qui concerne son intégration aux cadres existants » (p. 133). Si Minville a su identifier les problèmes canadiens-français et proposer certaines solutions comme l'inventaire des ressources et le développement régional, force est de constater que sa pensée sociale a eu fort peu d'écho en dehors des milieux traditionalistes et qu'elle n'a pas connu de relais sur le terrain. Après 1960, seuls quelques disciples tel François-Albert Angers reviendront à ses textes. Mais, en dehors de son humanisme chrétien, de sa tentative de créer une synthèse canadienne-française où cohabiteraient harmonieusement culture traditionnelle et cadre de vie moderne, que retenir alors de l'œuvre de Minville ?

On ne peut faire fi des penseurs traditionalistes dans une compréhension globale de l'histoire intellectuelle du Québec. Ils ont occupé une grande partie de l'avant-scène intellectuelle dans la première moitié du XX^e siècle, participant et contribuant à la plupart des grands débats politiques, sociaux et économiques de leur temps. Parmi eux, Minville occupe une place de premier plan, malgré son humilité et sa discrétion. Le travail d'exégèse des textes effectué par Dominique Foisy-Geoffroy, marqué par le souci de la nuance et du détail, vient remettre en perspective l'homme et l'œuvre. C'est d'ailleurs l'aspect le plus réussi de son livre. Et l'auteur nous avait prévenu dès le départ. Son projet ne relevait ni de l'analyse critique de la pensée économique de Minville ni d'une tentative de le situer dans une histoire des mouvements de

développement socioéconomique. On peut le regretter. Car au-delà de la mise en contexte de l'œuvre de Minville, le lecteur a parfois l'impression que la démarche assumée d'empathie de l'auteur face à son sujet (p. 153) évacue plusieurs questions de fond. Comment, par exemple, expliquer le décalage entre le traditionalisme et la pensée néolibérale qui triomphera avec l'avènement de la Révolution tranquille ? Ce problème n'est-il pas au centre du drame que vivront les traditionalistes à partir de l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage, alors qu'ils se verront tranquillement mis de côté pour être finalement relégués aux oubliettes ? Et, au fait, que pense Foisy-Geoffroy de tout cela ? Le lecteur peut certes s'en douter, au fil des incohérences, contradictions et faiblesses que l'auteur ne manque pas de relever, comme, par exemple en pages 118, 128 et 133. On aurait souhaité qu'il affirme avec plus de force ses objections, plutôt que de chercher à excuser et justifier sans cesse un Minville qui s'est toujours refusé à se qualifier de théoricien. Ne peut-on penser que ce sont justement ces faiblesses qui pourraient expliquer le manque de relais dont a souffert sa pensée ? Ce serait sans doute une piste à explorer. Mais, au-delà de ces quelques réserves, il n'en reste pas moins que le livre de Dominique Foisy-Geoffroy est plus que bienvenu. Il n'est plus possible, désormais, d'ignorer la contribution d'Esdras Minville à l'histoire intellectuelle du XX^e siècle québécois.

Pascale Ryan

Bibliothèque nationale du Québec